

VIOLENCES

LE FOOT PERD LA TÊTE !

Le week-end a été marqué par de nombreux incidents sur les terrains de foot à Ardres, Guînes ou Recques, avec plusieurs interventions de la gendarmerie.

La commission de discipline du District Côte d'Opale va avoir du travail cette semaine. Ses membres vont devoir éplucher les nombreux rapports du week-end où les incidents ont été nombreux. Une dérive déjà constatée la saison dernière où la commission avait plus de 50 dossiers à traiter par semaine. Ce week-end, les terrains du Calais ont connu plusieurs échauffourées. Cela commence ce samedi, à Ardres. Au téléphone, l'interlocuteur ne dit pas son nom. Il se présente comme un spectateur du match opposant Marck à Ardres au stade Albert-Loquet le 7 octobre dernier, avant d'expliquer qu'il souhaite réagir aux premières informations ayant fuité sur ce qui s'est passé lors de ce match : « Le match avait commencé vers 14h15, ça s'est passé à la fin, il devait être 15h20 ou 15h30. L'arbitre avait essayé des insultes et des menaces pendant tout le match, et quand il a sifflé un pénalty pour l'équipe d'Ardres, un supporter de Marck qui a pété les plombs. Il a sauté par-dessus la barrière de sécurité et a frappé l'arbitre au visage, à la pommette. Le gars s'est laissé faire, attendant qu'on intervienne. Les gendarmes sont venus, il y a un dépôt de plainte en cours... La Ligue aussi a été prévenue », raconte-t-il. Avant d'énumérer tout ce que l'épisode a de déplorable : « Faire ça pendant un match de U10-U11... Des matches sans enjeu, il n'y a pas de championnat ! Et frapper un arbitre -bénévole, en plus- devant les gosses ! »

« C'EST PAROLE CONTRE PAROLE »

Un comportement « déplorable » pour Philippe Brame, directeur sportif de l'AS Marck, présent sur les lieux au moment de l'incident. Le dirigeant marckois avoue « ne pas avoir vu les coups portés » car il était en train de quitter le stade pour partir accompagner l'équipe réserve marckoise pour son match à Armentières.

Lorsqu'il a vu les échauffourées sur la pelouse, Philippe Brame est revenu sur ses pas et est entré sur le terrain pour calmer les esprits : « L'arbitrage était parfois contestable, y compris pour nous car je dois dire que notre troisième but n'est peut-être pas valable, raconte-t-il. Il y eut des insultes de part et d'autres des supporters des deux équipes. Le président d'Ardres est intervenu et j'ai demandé à ce qu'il se calme. Je l'ai pris à part pour qu'on discute tous les deux, en retrait, loin des enfants. Dans cette histoire, c'est



Les violences, bagarres et agressions sont de plus en plus fréquentes sur les terrains de football du Calais. (Photo d'illustration)

parole contre parole. Un rapport a été fait et une enquête va être menée par la commission de discipline du District ». « Cela ne concerne pas un dirigeant ou un éducateur marckois, ajoute Eric Vercoutre, président de l'AS Marck. Mais si les faits sont avérés, je refuse que l'image de mon club soit écornée par ce genre de personnes qui répondront de leurs actes et prendront leurs responsabilités sur le plan pénal ».

VILAIN TACLE ET INSULTES À GUÎNES

Des faits qui s'ajoutent à d'autres qui ont eu lieu le lendemain, à quelques kilomètres de là, au stade Léo-Lagrange de Guînes. Lors de la rencontre opposant la réserve de l'ES Guînes au Calais Catena, un joueur guînois qui n'a pas apprécié d'avoir subi une faute de la part d'un Calaisien. Le Guînois s'est vengé d'un vilain tacle. « Souffrant de multiples entorses » selon le président de Calais Catena, le joueur calaisien a été transporté par les sapeurs-pompiers d'Ardres vers l'hôpital de Calais : « Les supporters guînois n'ont pas arrêté d'insulter nos joueurs pendant tout le match mais la rencontre s'est vraiment envenimée à partir de cet incident », raconte Nicolas La-

pôte, président du Calais Catena. Concernant les insultes racistes préférées par des supporters calaisiens alcoolisés à l'encontre d'un joueur guînois, Nicolas Lapôte avoue « avoir fait le tour de ses dirigeants, entraîneurs et supporters » mais ne pas avoir eu connaissance de ces faits : « C'est ce que disent les dirigeants guînois mais personne de chez nous ne confirme. C'est parole

contre parole ». Là aussi, l'enquête menée par le District, basée sur les rapports de l'arbitre et de la gendarmerie, intervenue sur les lieux, permettra d'apporter des précisions sur cette affaire.

La semaine dernière, le District Côte d'Opale avait organisé une réunion avec les éducateurs, dirigeants, entraîneurs et arbitres du Calais (lire notre édition de sa-

medi).

Une chose est sûre : il reste du pain sur la planche pour que les terrains de football redeviennent des terrains de jeu et non pas pour s'adonner au pugilat ou autres dérives qui polluent ce sport depuis des années. ■ E.O. ET V.P.

Contactés, les présidents du RC Ardres et de l'ES Guînes n'ont pas répondu à nos sollicitations.

DEUX INCIDENTS EN DEUX RENCONTRES À RECQUES-SUR-HEM

Recques-sur-Hem n'est pas en veine. Les deux matchs de l'équipe première joués à domicile ne sont pas allés jusqu'à leur terme. « Je suis triste de cette situation qui risque de ternir notre image de mon club. Nous défendons certaines valeurs », déclarait Vincent Delannel, l'entraîneur de Recques-sur-Hem, dans nos colonnes ce lundi. Le 9 septembre, lors du match Recques - Etaples Haute-Ville, l'arbitre a arrêté la rencontre à la 94e minute suite à des menaces de mort proférées à l'encontre de son arbitre assistant par des supporters étaplois. Menaces de mort niées par les dirigeants et supporters du club. Ce dimanche, lors du match Recques - Saint-Quentin-Blessy, un autre arbitre a de nouveau arrêté à une dizaine de minutes de la fin la rencontre en raison d'une bagarre générale qui a conduit à trois cartons rouges donnés aux Saint-Quentinois et un autre à un Recquois. « Nous étions d'accord pour continuer et arriver au terme du match des deux côtés. L'arbitre a pris cette décision que je regrette », ajoute Vincent-Delannel.



Début de saison compliqué pour Recques-sur-Hem (en bleu)

Deux enquêtes sur ces deux affaires sont en cours au sein de la commission de discipline du District Côte d'Opale qui donnera ses conclusions d'ici quelques semaines. ■